



Paris, le 16 février 2010

Communiqué

Bruno Julliard, Secrétaire national à l'Education

Violences scolaires :

un gouvernement aveugle et sourd.

Le Parti Socialiste exprime son indignation devant l'agression dont a été victime un élève du Lycée Apollinaire de Thiais. Au-delà de l'émotion suscitée par une telle violence dans un établissement scolaire, cet acte, moins de deux semaines après l'intrusion à Vitry, souligne l'échec de la politique conduite par la droite depuis 2002. La situation devrait conduire à une remise en question de la part du gouvernement, pas à une nouvelle tentative d'instrumentalisation à des fins électorales.

L'affichage de mesures spectaculaires et sécuritaires, les coups de menton et les promesses de sanctuarisation ne produisent aucun résultat. Alors que les équipes éducatives mobilisées en Seine-Saint-Denis réclament des moyens humains pérennes, formés pour remplir leur mission, disponibles pour assurer un suivi attentif des élèves les plus en difficulté, lutter contre le décrochage scolaire et prévenir les comportements violents, le gouvernement poursuit la suppression des postes d'enseignants, de CPE, de surveillants, de Conseillers d'Orientations Psychologues, d'éducateurs spécialisés, d'assistantes sociales, d'infirmières... Or, c'est la présence adulte auprès des jeunes dans les établissements scolaires qui devrait être renforcée, tant pour la réussite éducative que pour la prévention et la sécurité. La prévention passe également par une politique ambitieuse de rénovation des lycées et de sécurisation des bâtiments, comme celle conduite par la région Île-de-France et son président Jean-Paul Huchon, dont le Parti Socialiste salue l'action.

La droite n'a à offrir que des équipes mobiles de sécurité, nouvelle réponse « miracle » à une situation qu'elle a elle-même dégradée en réduisant la présence des adultes compétents dans les établissements, en accroissant les inégalités scolaires et en ghettoïsant les établissements les plus vulnérables. Dès la rentrée prochaine, les enseignants tout juste titularisés assureront un service plein devant leurs classes et seront amenés à gérer, seuls et sans formation, ces problèmes de violence quotidienne.

L'annonce de l'ouverture d'états généraux sur la sécurité en avril est bien tardive et peu prometteuse, compte tenu du mépris de Luc Châtel pour les revendications des équipes éducatives. Son refus de prendre en compte l'exercice du droit de retrait des enseignants de Vitry et de nommer un médiateur pour sortir de la crise n'est que le reflet de son refus de traiter les racines du problème. Le Parti socialiste demande au gouvernement de revenir immédiatement sur les suppressions de postes dans l'éducation nationale et de prendre la mesure des conséquences de ses réformes menées dans la plus grande improvisation. Il apporte son soutien aux équipes éducatives fragilisées par la politique gouvernementale.